

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13331 MARSEILLE

MARSEILLE, le 27/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GCA LOGISTICS FOS

Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4
7 avenue de Shanghai
13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône

D/SPR/GP/N°1040/2023

Références : D-1081 MRT-2023

Code AIOT : 0006410881

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2023 dans l'établissement GCA LOGISTICS FOS implanté Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4 - 7 avenue de Shanghai 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône. L'inspection a été annoncée le 10/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GCA LOGISTICS FOS
- Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4 - 7 avenue de Shanghai 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône
- Code AIOT : 0006410881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement GCA Logistics FOS est implanté sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône depuis 2016.

Il s'agit d'entrepôts de logistique et de stockage, notamment de matières combustibles et ou dangereuses.

L'établissement est classé Seveso seuil haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Examen de FDS (réglementation européenne)
- Retour sur les précédentes inspections (2021-2022)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	PC - 4-Accessibilité de la FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article REACH - art. 35	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Capacité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.III.	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Étanchéité des rétentions et compatibilité des produits	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.V.	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Emplacement, conception et examen des rétentions déportées	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.VI.	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Dispositifs de vidange	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.VII.	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
13	Parc à conteneurs	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.III	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
18	Déclaration de modification - stockages extérieurs	Code de l'environnement, article R. 181-46	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Détection liquides	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.IX.	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC - 1-Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article REACH - art. 31-1	/	Sans objet
2	PC - 2- Rubriques de la FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article REACH - art. 31-6	/	Sans objet
3	PC - 3- Numéro d'enregistrement européen	Règlement européen du 18/12/2006, article REACH - art. 6-1	/	Sans objet
5	PC - 5-Respect des conditions de stockage prescrites par la FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article REACH - art. 31-1 et 37-5	/	Sans objet
6	PC - 6-Étiquetage CLP	Règlement européen du 31/12/2008, article CLP - art. 17	/	Sans objet
12	Confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.X.	Susceptible de suites	Sans objet
14	Entretien de la réserve d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.3.3	Susceptible de suites	Sans objet
15	Déclaration des accidents et incidents à l'IIC	Code de l'environnement, article R. 512-69	/	Sans objet
16	Réalisation des exercices POI	Code de l'environnement, article R. 515-100	/	Sans objet
17	Révision de l'EDD (instruction PAC)	Code de l'environnement, article R. 515-98-II.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait notamment pour objectif de clarifier les suites données à de précédentes inspections réalisées en 2021 et 2022.

Certaines non-conformités ont pu être levées, par exemple concernant le contrôle périodique et l'étanchéité des rétentions associées aux cellules de produits dangereux.

Toutefois, certaines non-conformités persistent :

- concernant le muret qui délimite l'aire conteneur et joue un rôle dans la rétention de cette zone, il était endommagé à plusieurs endroits, malgré des réparations visiblement récentes. Il est attendu de l'exploitant qu'il garantisse de façon pérenne l'intégrité de ce muret.
- concernant le dimensionnement et la résistance physico-chimique des rétentions associées aux cellules de produits dangereux, tous les justificatifs attendus n'ont pas été transmis.
- concernant le dispositif de vidange des rétentions, aucune explication supplémentaire n'a été apportée, qui permettrait de justifier la conformité du dispositif.

Une vérification des obligations imposées par les règlements européens sur les produits chimiques a également été menée, par sondage, lors de la visite. L'exploitant a rencontré des difficultés pour accéder à la FDS de l'un des produits. Par ailleurs, des incohérences ont été constatées sur les FDS et l'étiquetage des deux produits contrôlés. L'étiquetage CLP des produits et la rédaction des fiches de données sécurité n'incombent pas à GCA Logistics Fos, mais il doit toutefois exiger de ses fournisseurs que l'étiquetage et les FDS associées soient conformes aux réglementations européennes en vigueur et lui permettent d'exploiter son site en toute sécurité.

D'autres points ont également été rappelés à l'exploitant, notamment l'obligation de réaliser au moins un exercice POI chaque année, et l'obligation de déclaration de tout incident relatif aux ICPE, donc y compris les dépassements de VLE dans les rejets au milieu naturel.

L'inspection a constaté des stockages extérieurs conséquents, sur les aires prévues initialement pour la construction des silos. L'exploitant doit demander une régularisation de sa situation, en déposant une demande de modification de ses installations.

Enfin, pour améliorer la connaissance des impacts des modifications demandées dans les précédents PAC en cours d'instruction, l'inspection propose, dans un rapport spécifique, distinct du présent rapport, de prescrire un réexamen de l'étude de dangers du site : ce réexamen devra inclure les stockages extérieurs, aujourd'hui non pris en compte.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC - 1-Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article REACH - art. 31-1
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) no 1272/2008, ou b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII ; ou c) lorsqu'une substance est incluse sur la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b).
Constats : À l'occasion de l'examen de l'état des stocks, l'inspection a demandé à l'exploitant de présenter les FDS de deux produits, choisis par sondage dans l'état des stocks. L'exploitant a ainsi présenté les FDS des produits suivants : - AQUALUX - Hivernage concentré, - MANE - Fruity paradise. L'exploitant a présenté les FDS des fournisseurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : PC - 2- Rubriques de la FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article REACH - art. 31-6
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes : 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise ; 2) identification des dangers ; 3) composition/informations sur les composants ; 4) premiers secours ; 5) mesures de lutte contre l'incendie ; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ; 7) manipulation et stockage ; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ; 9) propriétés physiques et chimiques ; 10) stabilité et réactivité ; 11) informations toxicologiques ; 12) informations écologiques ; 13) considérations relatives à l'élimination ; 14) informations relatives au transport ; 15) informations relatives à la réglementation ; 16) autres informations.
Constats : Pour les deux FDS examinées, la date de publication est mentionnée et la liste des rubriques est complète par rapport à l'article 31-6 du règlement européen REACH.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article REACH - art. 6-1
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf disposition contraire du présent règlement, tout fabricant ou importateur d'une substance, telle quelle ou contenue dans un ou plusieurs mélange(s), en quantités de 1 tonne ou plus par an, soumet une demande d'enregistrement à l'Agence.
Constats : Pour les deux FDS examinées, la rubrique 1.1 ne comporte pas de numéro d'enregistrement REACH des substances. Toutefois, pour la FDS MANE, les numéros d'enregistrement de 11 composants figurent en rubrique 15.1.
Observations : La rédaction des FDS relève de la responsabilité des fabricants des produits. Toutefois, avant d'accepter le stockage d'un produit, l'exploitant a indiqué s'appuyer sur les informations contenues dans la FDS pour décider si le produit peut être stocké sur le site et identifier les conditions de stockage les plus appropriées, et par la suite, des opérateurs de GCA sont amenés à manipuler ces produits. GCA Logistics Fos se doit d'être exigeant auprès de ses fournisseurs, pour disposer de FDS correctement renseignées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article REACH - art. 35
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les mélanges que ces travailleurs utilisent ou auxquels ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter facilement la FDS du produit Aqualux. Les FDS de ce fournisseur n'étant pas référencées par rapport à un identifiant propre au produit, l'exploitant a d'abord présenté une première FDS, avant d'indiquer qu'au vu des mentions de danger, il ne s'agissait pas de la FDS demandée. Il a alors présenté une seconde FDS, après avoir vérifié les mentions de danger pour s'assurer qu'il s'agissait du produit ciblé.</p> <p>Dans ces conditions, l'accès aux FDS des produits stockés dans l'entrepôt n'est pas garanti.</p> <p>Les deux FDS examinées sont rédigées en français.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est proposé à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure la société GCA Logistics Fos de mettre en place, sous un mois, un système permettant de garantir un accès fiable aux FDS des produits stockés dans l'entrepôt, pour tous les travailleurs du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 5 : PC - 5-Respect des conditions de stockage prescrites par la FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article REACH - art. 31-1 et 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 31-1 : Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) no 1272/2008, ou b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII ; ou c) lorsqu'une substance est incluse sur la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). Article 37-5 : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
Constats : Les conditions de stockage précisées dans les FDS examinées sont respectées. Par exemple, pour le produit Aqualux, la FDS préconise (rubrique 7.2) de ne pas le stocker avec des aliments. Ce produit étant entreposé dans une cellule spécifique « très dangereux pour l'environnement », aucun aliment n'était stocké à proximité. De la même façon, pour le produit Mane, la FDS préconise (rubrique 7.1) : « Éteindre toutes les sources d'ignition, éviter les étincelles, les flammes et la chaleur. Ne pas fumer. ». Ce produit est stocké dans la cellule dédiée aux liquides inflammables, avec des règles adaptées (du type ATEX).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : PC - 6-Étiquetage CLP

Référence réglementaire : Règlement européen du 31/12/2008, article CLP - art. 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants : a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs ; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage ; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18 ;

<p>d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19 ;</p> <p>e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20 ;</p> <p>f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21 ;</p> <p>g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22 ;</p> <p>h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.</p> <p>2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement.</p> <p>Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Produit Aqualux :</p> <p>Le produit est conditionné en bidons de 5 litres, emballés deux par deux dans des cartons. Les bidons et les cartons d'emballage disposaient chacun d'étiquette.</p> <p>Ces étiquettes comportaient : la quantité de produit, les pictogrammes de danger, les mentions d'avertissement, les mentions de danger, les conseils de prudence et des informations supplémentaires (sur le bidon). Elles étaient rédigées en français.</p> <p>Toutefois, si les mentions de danger de la FDS sont cohérentes avec l'emballage carton, l'étiquetage des bidons présente des mentions de danger différentes.</p> <p>Produit MANE :</p> <p>Le produit est conditionné dans un bidon d'environ 1 m³.</p> <p>Elle comporte les pictogrammes de danger, cohérents avec la FDS, mais pas les mentions de danger.</p> <p>L'étiquette mentionne en outre la nécessité de stocker le produit entre 15°C et 25°C, information qui ne figurait pas sur la FDS.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est rappelé que l'inspection avait choisi de façon aléatoire les produits qui ont fait l'objet d'un contrôle, et sur ces deux produits, des doutes voire des non-conformités ont été relevés sur l'étiquetage et les FDS. La responsabilité de la rédaction des FDS et de l'étiquetage des produits relève du fournisseur et non de GCA, mais l'exploitant doit être correctement informé des dangers que représentent les produits qu'il stocke. Des erreurs dans les mentions de danger peuvent par exemple conduire à entreposer un produit dans une cellule qui ne lui est pas adaptée, avec des conséquences potentiellement graves en cas d'incendie de l'entrepôt.</p> <p>L'absence de contrôle des FDS et de l'étiquetage des produits ne permet pas de garantir l'exploitation des installations en sécurité (en référence notamment aux dispositions du 3. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014).</p> <p>L'exploitant respecte la prescription contrôlée néanmoins, afin de gérer la conformité des informations fournies par le fournisseur, il sera proposé à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône de prescrire certaines dispositions, par le biais d'un arrêté préfectoral complémentaire, en vue notamment de mettre en place un système de vérification, par sondage, de l'étiquetage et des FDS associées aux produits dangereux stockés, avec une attention particulière sur la présence des mentions de danger et pictogrammes correspondants et sur la cohérence avec le contenu des FDS. Ce projet d'arrêté préfectoral fait l'objet d'un rapport spécifique, dans le cadre du réexamen de l'EDD, distinct du présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Capacité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.III.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles, y compris les conteneurs, de créer une pollution de l'eau ou du sol est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale quand elle ne contient pas de liquides inflammables ou 50 % dans le cas où cette capacité contient des liquides inflammables (cas des récipients ou capacités de liquides inflammables nécessaires au fonctionnement de l'établissement), avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>Les dispositions du III du présent article ne sont pas applicables aux cellules de liquides inflammables.</p>
Constats : <p>Suite à la visite d'inspection du 19 octobre 2022, l'exploitant a répondu par courrier du 12 juin 2023.</p> <p>Il a pour cela établi la quantité maximale de produits liquides susceptibles d'être stockés et il a calculé des volumes de rétention correspondant. Il a toutefois réalisé ses calculs par rubrique et non par cellule, et il a établi les quantités sur la base des stocks de produits depuis 2 ans et non sur la base de ses capacités autorisées qui font l'objet de demandes de modifications (PAC). Malgré ses hypothèses de calcul, l'exploitant conclut que la capacité de rétention actuelle est insuffisante. Pour la compléter, il propose d'utiliser « le réseau d'eaux pluviales qui par action de la vanne martelière peut constituer une rétention de 289 m³ supplémentaire ».</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que, si cette solution peut en effet être envisagée, elle doit être conforme aux prescriptions applicables prévues dans l'arrêté d'autorisation du site du 23 juillet 2015 et dans l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (avec notamment les justificatifs d'étanchéité, de compatibilité physico-chimique, etc.).</p>
Observations : <p>Il est donc proposé à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure la société GCA Logistics Fos de :</p> <ul style="list-style-type: none">- calculer les volumes de rétentions nécessaires associés aux cellules de produits dangereux, hors liquides inflammables sous un mois,- transmettre sous deux mois un échéancier permettant d'achever la mise en conformité,- réalisant les éventuels travaux et en apportant les démonstrations nécessaires pour justifier de la mise en conformité des rétentions concernées sous six mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Étanchéité des rétentions et compatibilité des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.V.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même rétention.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport d'intervention d'une entreprise spécialisée, daté de mai 2023, pour le nettoyage et la vérification de l'étanchéité des différentes rétentions. Dans la mise à jour de son dernier PAC, remise en janvier 2023, l'exploitant a confirmé que les modifications successives demandées des conditions de stockage ne conduisent pas à relier des produits incompatibles à une même rétention. Toutefois, l'exploitant n'a toujours pas apporté la preuve que les rétentions résistent à l'action physique et chimique des fluides qu'elles sont susceptibles de contenir. De plus, l'exploitant envisage d'utiliser certains réseaux d'eaux pluviales comme rétention complémentaire : il est rappelé à l'exploitant que si cette solution était retenue, il aurait à justifier de la conformité de ces réseaux aux dispositions applicables aux rétentions.
Observations : Il est proposé à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"> - lister, sous deux mois, pour chaque rétention, les actions physico-chimiques des produits qu'elle pourrait contenir (par exemple pour les rétentions associées aux cellules de liquides inflammables : outre le caractère inflammable, y a-t-il des produits corrosifs stockés dans ces cellules ?, quels effets pourraient avoir les émulseurs ?...), - identifiant, sous trois mois, pour chaque rétention, si elles respectent les dispositions de l'article 8.6.V. et en transmettant le cas échéant les justificatifs à l'inspection (par exemple, faire attester par une société spécialisée de l'absence de risque de corrosion de telle rétention), - réalisant, sous six mois, les travaux de mise en conformité des rétentions préalablement identifiées comme non conformes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Emplacement, conception et examen des rétentions déportées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.VI.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les rétentions extérieures à tout bâtiment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">- sont constituées de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à leur emploi ;- sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité constitué par un revêtement en béton ou tout autre revêtement présentant des caractéristiques d'étanchéité au moins équivalentes ;- sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. <p>L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.</p> <p>Les rétentions prévues dans le présent article font l'objet d'une maintenance appropriée.</p> <p>L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel simple régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.</p>
Constats : <p>Dans son courrier du 12 juin 2023, l'exploitant a justifié de l'intervention d'une société spécialisée, qui a nettoyé et vérifié l'étanchéité des rétentions déportées.</p> <p>L'exploitant a présenté son planning des vérifications périodiques (tableur) : la périodicité associée à la vérification approfondie des rétentions est formalisée à 1 an. L'exploitant indique que cet examen sera confié à une société spécialisée. L'inspection considère que ce point, en plus du contrôle visuel trimestriel déjà évoqué lors de la visite d'inspection du 19 octobre 2022, permet de répondre aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 8.6.VI. de l'arrêté du 23 juillet 2015.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a toujours pas présenté de nouveaux justificatifs quant à la résistance physico-chimique des rétentions (cf. point de contrôle précédent), notamment concernant la tenue au feu des rétentions associées aux cellules de liquides inflammables.</p>
Observations : <p>Il est proposé à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- soit de justifier, sous un mois, la résistance au feu des rétentions associées aux cellules de liquides inflammables ;- soit de réaliser, sous six mois, les travaux de mise en conformité au regard de la résistance au feu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Dispositifs de vidange

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.VII.

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des liquides pouvant s'accumuler dans les rétentions. Ces dispositifs : <ul style="list-style-type: none"> - sont étanches en position fermée aux liquides susceptibles d'être retenus ; - sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ; - peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention. La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.
Constats : <p>Dans le rapport de la visite d'inspection du 19 octobre 2022, l'inspection avait formulé le constat suivant : « Trois des cinq cuves de rétentions sont équipées d'une canne d'aspiration, positionnée à côté du trou d'homme. Lorsque du liquide doit être retiré des rétentions, une entreprise spécialisée intervient et pompe le liquide au moyen de ces cannes. Pour les deux rétentions qui ne sont pas équipées de cannes, l'opération s'effectue à l'aide d'un flexible introduit dans la rétention par un piquage. »</p> <p>Associé à ce constat, l'inspection avait demandé : « L'exploitant formalise sous 1 mois les conditions d'intervention de la vidange des rétentions par une procédure. Il installe des cannes d'aspiration (ou tout dispositif équivalent) sur les deux cuves de rétention qui n'en sont pas encore dotées. »</p> <p>Dans son courrier du 12 juin 2023, l'exploitant a répondu : « Les cuves de rétention n'étant pas équipées de cannes d'aspiration étant reliées à celles qui en sont équipées, la vidange pourra également être faite par ces cannes d'aspiration. »</p> <p>La liaison entre les cuves est une surverse, donc en partie supérieure des cuves. L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer le fonctionnement du système. La réponse ne peut être considérée comme satisfaisante.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas formalisé les conditions d'intervention de la vidange des rétentions par une procédure.</p>
Observations : Il est proposé à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"> - mettre en place, sous deux mois, les dispositifs appropriés pour évacuer les liquides pouvant s'accumuler dans les deux rétentions qui n'étaient, jusqu'alors, pas équipées de cannes d'aspiration : c'est-à-dire mettre en place un équipement permettant d'atteindre l'objectif prévu dans l'article, ou expliquer et justifier que les dispositifs en place permettent d'atteindre l'objectif fixé, - et de rédiger, sous deux mois, une procédure pour encadrer les opérations d'évacuation des liquides accumulés dans les rétentions, y compris pour les rétentions déjà équipées de cannes d'aspiration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Détection liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.IX.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les rétentions enterrées sont équipées d'une alarme de présence de liquide avec une transmission au local sécurité.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a confirmé avoir fait réaliser un diagnostic complet des détecteurs de liquide des rétentions, suite à la visite d'inspection du 19 octobre 2022. Lors de ce diagnostic, deux détecteurs ont été identifiés comme défectueux. L'exploitant a indiqué être dans l'attente du devis de la société avant remise en état des détecteurs.
Observations : Sous un délai de 7 jours, l'exploitant justifie des dispositions prises pour pallier la défaillance des deux détecteurs dans l'attente de leur réparation. Il informe l'inspection des installations classées dès le retour à un fonctionnement normal.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.X.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire puis convergent vers cette capacité spécifique.</p> <p>[...]</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. Le volume de confinement minimum est de 4 510 m³ et est réparti de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">- un volume de 2 200 m³ dans les cellules n°1 à 5 (excepté la zone de stockage de produits dangereux) ;- un volume de 470 m³ au niveau des quais camions ;- un volume de 600 m³ au niveau de l'aire des conteneurs ;- un volume de 1 240 m³ au niveau de la noue Est. <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que les cuves de rétention sont dotées d'une surverse qui s'écoule gravitairement dans une tuyauterie qui mène à la « noue Est ». Lors de la visite des installations, l'inspection a pu voir l'un des regards de cette tuyauterie.</p> <p>Lors de la visite des installations, conformément au rapport d'intervention d'une société spécialisée en mai 2023, l'inspection a pu constater que l'arbuste qui se trouvait le 19 octobre 2022 dans le bassin au débouché de la « noue Est » avait été retiré et l'étanchéité du revêtement avait été reprise récemment à cet endroit.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.6.III.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/12/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles, y compris les conteneurs, de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.
Constats : Les désordres constatés lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2021 avaient bien été réparés. Toutefois, lors de la visite du site, l'inspection a constaté que le muret du parc à conteneurs avait été de nouveau endommagé à une dizaine d'endroits. L'aire conteneurs, en l'état, ne peut donc pas être considérée comme disposant d'une rétention étanche. Selon l'exploitant, les dégradations apparaissent lorsque les conteneurs sont déposés dans l'aire conteneurs, en les collant au muret. Il n'a donc pas mis en œuvre de dispositions qui permettent l'exploitation de ses installations (l'aire conteneurs en l'occurrence) en sécurité.
Observations : Il est proposé à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure l'exploitant de : - réparer les dégradations du muret constatées lors de la visite d'inspection du 15/06/23 sous un mois, - de prendre des dispositions pérennes afin de garantir que ce muret ne soit plus dégradé sous un mois, - mettre en œuvre sans délai, dans l'attente de la réparation du muret, des mesures transitoires pour éviter tout risque de pollution de l'eau ou du sol.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 14 : Entretien de la réserve d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2015, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de première intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant dispose de moyens de première intervention permettant de faire face à un début d'incendie de liquides inflammables et réunit les moyens hydrauliques nécessaires afin de protéger les autres installations ou parties du bâtiment susceptibles de propager le sinistre ou d'en augmenter les effets ainsi que les installations participant à la lutte contre l'incendie.</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- D'un bassin d'un volume minimum de 480 m³ implanté au nord du site, accessibles en permanence aux services publics d'incendie et de secours. Cette réserve en eau est distincte des réserves d'eau nécessaires au fonctionnement des systèmes d'extinction automatiques d'incendie. Il est doté de plates-formes d'aspiration d'une dimension de 4 mètres sur 8 mètres ;
Constats : <p>Une société spécialisée est intervenue du 24 avril au 15 mai 2023, pour nettoyer et réparer le revêtement du bassin incendie (d'un volume indiqué à 509 m³, selon le POI du site). L'exploitant a présenté le compte-rendu d'intervention.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, le bassin était rempli et propre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Déclaration des accidents et incidents à l'IIC

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : En juillet 2022, lors du contrôle semestriel des rejets aqueux de GCA Logistics Fos (contrôle réalisé en application de l'article 10.2.1 de l'AP du 23/07/2015), la concentration en matières en suspension a largement dépassé la VLE. L'exploitant a indiqué avoir saisi ces informations dans l'application GIDAF. L'inspection n'ayant identifié ce dépassement significatif que plusieurs mois après, il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des installations classées, par mail, de tout dépassement des VLE dès qu'il en a connaissance. Les dépassements de valeurs limites d'émissions font en effet partie des incidents de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Réalisation des exercices POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] [Le plan d'opération interne] est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé d'exercice POI en 2022. En effet, ayant connu un incident avec déclenchement du POI en juin 2022, l'exploitant a considéré cette situation réelle comme l'exercice de 2022. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'au moins un exercice POI doit être organisé sur le site chaque année, en plus des éventuels incidents ou accidents nécessitant le déclenchement du POI. L'exploitant a indiqué que l'exercice POI 2023 était programmé pour le 22 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Révision de l'EDD (instruction PAC)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 515-98-II.
Thème(s) : Risques accidentels, EDD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.</p> <p>[...]</p> <p>L'étude de dangers est, par ailleurs, réalisée ou réexaminée et, le cas échéant, révisée :</p> <p>1° Dans un délai raisonnable :</p> <p>[...]</p> <p>c) Avant la réalisation de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;</p> <p>[...]</p> <p>En outre, le préfet peut prescrire un réexamen, par arrêté motivé, après que l'exploitant a été mis à même de présenter ses observations sur le projet d'arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les réponses aux compléments demandés dans le cadre de l'instruction des différents PAC, concernant l'impact sur le risque accidentel, indiquent seulement que « les résultats sont quasiment inchangés ». Cette appréciation qualitative, non étayée, n'est pas satisfaisante et ne permet toujours pas d'apprécier le caractère substantiel des modifications demandées.</p> <p>Aussi, afin de pouvoir statuer sur les PAC déposés, un arrêté préfectoral complémentaire proposant la révision de l'étude de dangers de l'établissement sera proposé. Il fait l'objet d'un rapport spécifique, distinct du présent rapport.</p> <p>Cette révision inclut notamment les risques liés aux stockages extérieurs de palettes et marchandises (cf. point de contrôle suivant), jusqu'alors non prévus.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Déclaration de modification - stockages extérieurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration de modifications (PAC)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Lors de la visite des installations, des stockages extérieurs en quantités relativement importantes étaient présents sur la zone prévue initialement (en 2015) pour la construction de silos. Les produits stockés, constatés le 15 juin 2023, étaient des palettes de bois, des palettes de plastique et des marchandises (tuyaux d'arrosage conditionnés, notamment). Dans les précédentes demandes de modification portées à la connaissance de M. le Préfet des Bouches-du-Rhône, l'inspection n'a pas retrouvé trace d'une déclaration de tels stockages extérieurs.
Observations : Il est proposé à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation : - soit en cessant, sous un délai de 8 jours, les stockages extérieurs sur l'ancienne zone silos ; - soit en déposant, sous un délai d'un mois, une demande de modification de ses installations. Si l'exploitant choisit de déposer un dossier de demande de modifications de ses installations : - en fonction du volume d'activité qui sera déclaré, l'exploitant déposera un dossier d'examen au cas par cas sur la nécessité de réaliser une évaluation environnementale (si l'augmentation demandée dépasse le seuil d'enregistrement ou d'autorisation des rubriques visées dans la nomenclature ICPE). Concernant les examens au cas par cas, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la mise à jour récente du formulaire, désormais Cerfa 14734*04. Par ailleurs, en plus du dossier de porter à connaissance, il est demandé à l'exploitant de compléter le formulaire en ligne, disponible sur le site Internet de la DREAL PACA, au lien suivant : https://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/declarer-une-modification-dans-une-icpe-a14186.html . Ce formulaire a pour objectif d'appuyer l'exploitant dans la rédaction du PAC, notamment pour qu'il s'assure que tous les enjeux susceptibles d'être affectés par la modification ont été abordés. - et proposera des mesures compensatoires en attendant la régularisation de ces stockages extérieurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 1 mois